

Monsieur le Président de la République française

« Monsieur le Président, je vous fais une lettre que vous lirez peut-être si vous avez le temps »

Monsieur le Président, en 2017, lors des Présidentielles, 66,06% des votants vous ouvrent les portes de l'Elysée (25,38% ne se sont pas déplacés, 8,5% ont voté : blanc, 3% nul)

En 2022, 58,55% des votants vous laissent occuper à nouveau l'Elysée (28% ne se sont pas déplacés, 6,37% ont voté blanc 2,29% nul)

Tous ces gens étaient persuadés que vous saviez que la France possédait une constitution écrite, NOTRE Loi fondamentale, rédigée par la Nation qui représente la volonté : nationale

Cette loi fondamentale s'impose à tous même et j'ose dire encore plus, au Président de la République

Un article est même consacré au rôle que vous devez tenir, le n°5

Il y est stipulé que le Président doit : VEILLER AU RESPECT DE LA CONSTITUTION, assurer par son arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat

Qu'Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire etc etc

Or, 8 années après votre arrivée Faubourg Saint-Honoré, force est de constater que vous n'avez pas coché toutes les cases inscrites dans la constitution et que même, au contraire, vous avez sciemment entrepris une destruction de l'Etat, au lieu d'assurer sa continuité.

Peut-être que je me trompe mais il me semble que vous avez touché pour les abattre, tous les étages de l'édifice France ; la Préfectorale : c'est bien vous qui avez décidé en 2021 de supprimer le corps préfectoral. Bras et représentant de l'Etat central, les Préfets sont pourtant la colonne vertébrale de la France

Les diplomates même chose que pour la Préfectorale, le corps diplomatique est effacé de la carte de la France en 2021. Fini le rayonnement de notre pays sur la scène internationale

Les inspections générales : même chose ouste, dehors recteurs : et autres de même rang. Je n'y vois qu'une chose : vous avez tenté de tuer l'édifice de la haute fonction publique ; l'ENA terminé, les hauts fonctionnaires d'un ministère peuvent remplacer ceux d'un autre ministère dont ils ne connaissent rien

Les nominations se fondent désormais sur des faveurs et non plus à partir de compétences , vous compromettez l'avenir de NOTRE pays

Les Poids lourds sont écartés, des profils inconnus arrivent comme pour faire de la figuration. J'entendais dire dans ma jeunesse qu'au royaume des aveugles les borgnes sont rois. Monsieur le Président n'auriez vous pas peur de la concurrence des « sachants » ?

. Vous cassez un outil que les Français vous ont confié. Pour vous , celui qui sait et qui dicte les Lois ne peut être qu'un cabinet de conseil privé, souvent américain.

Monsieur le Président, un cabinet étranger défend avant tout les intérêts de son pays d'abord parce qu'il le connaît pour l'avoir étudié et souvent pour y avoir vécu et s'y être imprégné de l'amour de SA Patrie.

Pas de cela chez vous : Vous avez, par ex, effacé le Ministère de l'équipement qui pourtant, avec ses ingénieurs, ses laboratoires, ses représentants dans TOUS les départements connaissait tout, avait tout construit, tout réparé, tout amélioré. Est ce que Mac Kinsey connaît Trifouilli les oies ? NON , peut-il alors guider le responsable territorial du coin?NON , mais il sait défendre les intérêts de son pays, pas ceux du notre, le prochain restaurant portera donc un nom ressemblant à Burger

Politique énergétique, c'est une catastrophe. La France championne pour la fabrication et la distribution de l'électricité grâce aux politiques menées par le Général de Gaulle, Georges Pompidou auxquels j'ajoute Pierre Messmer (l'hydroélectrique et le nucléaire civil fournissaient sans problème 90% de nos besoins en électricité » et à des coûts moins élevés que ceux de nos concurrents. Qu'en est-il après votre passage au

pouvoir ? : avant nous produisions 430 Twh. Ce n'est plus que 300 aujourd'hui. Nous ne garantissons même plus l'approvisionnement électrique de la nation alors que nous étions exportateurs. Pour ce qui concerne les tarifs, c'est une catastrophe, ne pouviez vous pas laisser faire NOS sachants et je pense à Loïc Le Floch Prigent qui vient de nous quitter. L'énergie qui était un atout pour la France, est devenue un boulet

Il est vrai que Dominique Voynet vous avait précédé dans l'horreur du démantèlement en effaçant super phénix de la carte. La vérité ? Vous avez abandonné notre supériorité dans le domaine énergétique contre 3% de voix que pouvaient vous offrir les verts

Sous vos quinquennats, l'Etat s'est dessaisi de ses moyens d'action, d'où un affaissement des rentrées fiscales et sociales, raison de notre endettement faramineux . Un exemple marquant : Les autoroutes dont la gestion est concédée à d'autres : dans ce domaine, la rentabilité y est de 23%, votre politique prive l'Etat de ce magot. Comment réussir lorsque 'l'on se débarrasse du rentable, pour ne conserver que l'ivraie et dans tous les domaines ?

Je crois voir avec vos agissements un encouragement pour des prises de participation étrangères dans nos entreprises, elles sont de moins en moins françaises et de plus en plus américaines où chinoises

Vous donnez l'impression, Monsieur le Président, de suivre à la lettre le modèle américain. Mais bon sang de bois, les meilleurs résultats aux Etats Unis proviennent d'entreprises ayant bénéficié d'énormes subventions des Etats

Les belles entreprises américaines proviennent d'investissements étatiques massifs dans les infrastructures, dans la formation et bénéficient d'énormes commandes publiques

Et vous Monsieur le Président ? Vous restez cloué, comme l'Ue sur cette idéologie qui veut une concurrence libre et non faussée, une interdiction d'aider l'entreprise. Néo libéralisme, annoncé d'un coté sans être appliqué, préservant ainsi l'intérêt national et le néo libéralisme de l'autre, TOTALEMENT MIS EN OEUVRE et qui détruit la nation France

Je vous rappelle : Le Général de Gaulle : l'Etat entraîne, l'intendance

suivra. Sous votre règne l'intendance ne suit plus parce qu'il n'y a plus d'intendance . Oui mais, l'Etat n'entraîne plus non plus, parce que l'Etat est absent lui aussi

Vous avez abandonné la culture industrielle pour favoriser la démarche spéculative. Oui mais , le spéculatif : n'est pas dans notre culture. Nous sommes colbertistes, du beau, du solide de l'inédit basés sur le savoir faire.

Or, nous savions faire, la désindustrialisation, qui débute avec F.Mitterrand, fait que nous ne savons plus produire. Une question reste posée, savons nous encore dire NON ?

Autrefois, nos Rois, nos Républiques, nos Empereurs dictaient la valeur du FRANC par rapport aux besoins de la Nation France. *Ainsi la sémantique Franc, France, Français associait de façon indissoluble le sol, les habitants et la monnaie- Tout comme la protection sociale lie les hommes entre eux et les générations entre elles*

C'est ainsi que se fait la Nation, or nous n'avons plus la maîtrise de notre monnaie et notre protection sociale risque d'être condamnée

Un pays, c'est un Etat, une Constitution, une Armée, une monnaie, un Peuple rassemblé et la monnaie est au cœur du contrat social qui relie le passé au présent et à l'avenir

Toute situation politique d'un peuple se perçoit, comme à travers une loupe, dans son système monétaire. C'est dire l'importance de la monnaie. Or, nous avons offert la notre à d'autres

La libéralisation totale des mouvements de capitaux efface le pouvoir pourtant accordé PAR LE PEUPLE FRANCAIS à ses représentants et l'offre aux marchés financiers internationaux. Ne nous étonnons pas si l'autorité, le pouvoir, le savoir faire, mais non seulement : la volonté de faire disparaissent

Rappelons qu'avant 1360, date de naissance du Franc, le pays cumulait récession et inflation

Septembre 1360,naissance du Franc (synonyme de liberté, le Franc est né d'un emprunt dont le produit va servir à libérer le Roi Jean le Bon, « le rendre Franc »= LIBRE

Cette naissance du Franc, monnaie désormais unique, sert les intérêts de la France et, est un prélude à la naissance de la Nation avec le sentiment d'appartenance à quelque chose, qu'elle suscite.

Nos rois mèneront une politique monétaire dirigiste, avec comme motif principal : **LE TOUS POUR UN**, parce que les Français ont compris qu'aller tous ensemble dans le même sens était bénéfique et qu'un coordinateur était nécessaire pour prévoir et indiquer la route. Nous retrouverons cette politique avec le **PLAN** plus tard, pour que cette politique soit menée les Français ont compris qu'il fallait un directeur, le problème qui reste à résoudre : qu'il conduise le pays dans la bonne direction.

Ceci n'éradiquait pas totalement les crises, mais en cas de difficultés économiques, nos dirigeants « **MANIPULAIENT** (dévaluaient le plus souvent) **NOTRE** monnaie rétablissant ainsi et à chaque fois, notre force et nos richesses

NOTRE POLITIQUE ANCESTRALE ; *Plutôt « la dévaluation que l'impôt »* nous l'avons abandonnée . Résultat ! alors qu'hier la monnaie française **OXYGENAIT** notre économie, elle l'étouffe aujourd'hui, parce que les ordres viennent d'ailleurs, de là où il ne faut surtout pas voir la France en haut du tableau

Hier pour donner un coup de fouet à la croissance, il suffisait d'accroître la circulation monétaire ; plus elle circule, plus elle favorise les achats et donc la production à condition de se protéger. Que faire aujourd'hui, lorsque la décision concernant la quantité, et la valeur de notre richesse nationale ne nous appartient plus ?

Je suis intimement convaincu que la priorité des priorités pour la France est de retrouver sa monnaie, de redonner sa place à la Banque de France qui vendait ses bons du Trésor aux grandes banques qui fabriquaient alors le juste volume de monnaie, celui dont l'Etat avait besoin. Pour avoir une économie florissante, il est vital que la Banque de France, batte monnaie afin que notre pays retrouve souveraineté, grandeur et ambition

SEULE LA BDF, notre banque centrale, sous la direction du pouvoir, français, DOIT ETRE COMPTABLE DE L'INTERET GENERAL

Se posent cruellement la question du manque de SMI, celle du dollar, du devenir des réserves de change détenues par TOUTES les banques centrales . Se pose la question de l'étalon monétaire de demain et celui du devenir de la crypto monnaie.

Rappelons que D. Trump veut que sa crypto monnaie à lui : domine le monde. Il la nomme STABLECOIN et doit être adossé sur le dollar – Le stablecoin devra valoir 1 dollar, comme par hasard, Alors non merci, on nous a déjà servi la soupe avec l'AMGOT en 1944.

Que ceux qui détiennent du dollar en dehors des Etats-Unis se méfient ; Le cours du dollar est en partie lié à la masse de réserves de change détenues par les banques centrales étrangères. Que deviendrait cette dette si le STABLECOIN remplaçait le dollar ? Est-ce que la dette disparaît où est-ce que le stablecoin s'engagerait à « l'acheter »

Se poserait la question de son remboursement et là, deux solutions : on efface la dette, où on crée une maxi inflation. Dans les deux cas des perdants seront lésés, floués ,ruinés et l'avenir incertain.

Vu la complexité et l'étendue des problèmes, il serait temps d'analyser, de réfléchir et de trouver un bon système monétaire international qui ne privilégierait non pas tel ou où tel en particulier mais tout le monde en Général.

Nous proposons un étalon monétaire qui ne soit ni un panier de monnaies, ni quelque chose de rigide, alors quoi ?

Reprenons les trauvaus de Paul Fabra, Nous en traiterons très vite parce que sans cette nécessité, nos enfants ne pourront vivre dans la sérénité

==

Un des aléas provenant de ce manque de politique monétaire sérieuse

Tous les Etats où presque présentent des déficits budgétaires ainsi que d'autres déficits. Les sommes deviennent affolantes

Le seul argument apporté par les oppositions est le suivant : L'Etat vit au dessus de ses moyens

La seule proposition mise an avant : il faut rogner les dépenses

Chacun semble oublier que le montant des dépenses de, par ex en France, 66 millions de personnes est obligatoirement plus élevé que

celui de 45 millions de Français.

Nous avons donc à trouver les véritables raisons qui nous entraînent tous vers des dépenses qui nous paraissent faramineuses

problème démographique 1 milliard de personnes dans le monde en 1900 7,5 milliards aujourd'hui, les dépenses ne peuvent être les mêmes

Mais aussi : la baisse, dans nos pays « occidentaux » du taux de productivité par tête

IL FAUT REVOIR NOTRE COPIE

De plus cette politique est une erreur : en coupant dans les dépenses on génère obligatoirement une diminution des recettes, ceci ne peut, en aucun cas être la solution

je vais, pour étayer mes propos, prendre un exemple :

Chacun le sait, le gouvernement de Monsieur Bayrou, désigné par Emmanuel Macron, Président de la République française : annonce à grands renforts de trompette, qu'il cherche à faire des économies pour un montant de 43,8 milliards pour le prochain budget, celui de 2026 en coupant dans les dépenses. Mais quelles dépenses et pourquoi faire ?

Le budget de la France, voté pour 2025, présente les chiffres suivants :

recettes = 308 milliards d'euros

dépenses = 445 milliards d'euros

déficit = 139 milliards

Chaque année la situation est à peu près la même, aussi ces déficits cumulés ont créé un endettement de = 3 345,4 milliards d'euros soit 113,9% du PIB, endettement détenu pour 53,2% par des prêteurs étrangers

situation qui oblige le pouvoir français à emprunter en 2025 et auprès des marchés financiers = 308 milliards autant que les recettes

La vérité éclate automatiquement. Si depuis 1976, aucun budget n'a été en équilibre, c'est que les dépenses augmentent plus vite que les recettes – **VIVONS NOUS AU DESSUS DE NOS MOYENS - ?**

La réponse est NON, chaque Etat manque de recettes, manque du, ne racontons pas d'histoire, au problème démographique et au taux de

productivité par tête

C'est dire qu'il est extrêmement important de mettre en place les meilleurs outils et le meilleur savoir faire en la matière (la suppression des 35 h irait dans ce sens)

La politique financière française est automatiquement coincée entre le mondialisme d'un côté, qui privilégie la grosse entreprise et les grosses fortunes et l'europhisme béat de l'autre qui tente de mettre en place une idéologie, uniquement basée sur la concurrence libre et non faussée, ce qu'elle n'est jamais

Raisons pour lesquelles si NOTRE pays ne retrouve pas la maîtrise de sa finance il est voué à occuper les derniers rangs des classements, car un pays qui ne sait pas compter, est un pays qui ne compte PLUS et la France compte déjà de moins en moins sur l'échiquier mondial

Seulement pour retrouver cette maîtrise, il faut des gens compétents, capables de renseigner le politique afin que ce dernier puisse proposer les bonnes solutions

Malheureusement il n'en est pas ainsi : Un rapport vient d'être fourni par une commission d'enquête du Sénat. Le travail effectué pendant 6 mois fait ressortir ; un déni démocratique associé aux absences d'évaluation commises surtout par le Haute fonction publique ce qui ne permet surtout pas de trouver LA bonne solution

Cette commission d'enquête n'avait pour mission que celle d'étudier simplement les aides aux grandes entreprises

Questions, pourtant simples, posées par les Sénateurs

1) QUEL EST LE COUT GLOBAL DES AIDES PUBLIQUES que vous avez reçues (entreprises de plus de 1 000 salariés et 450 millions de chiffre d'affaires net mondial)

2) A QUOI VOUS ONT SERVI CES AIDES ?

Or sur les 70 personnes auditionnées dont 33 représentaient les plus

grandes entreprises françaises

la 1ère réponse n'en est pas une; *il n'a pas été simple pour nous de définir ce qu'est une aide publique et d'en faire l'inventaire*

-Il y a donc une complexité du système et par voie de conséquence une inaptitude des professionnels de s'y retrouver

Est-ce possible ? OUI si l'on sait qu'*il existe 2 200 dispositifs différents qui occupent ce domaine* –et chacun bien sûr , entend livrer sa propre étude

A la 2ème question posée : Quel est le Coût global de ces aides ? Là, nous entrons en plein délire, *les réponses, selon les auditionnés vont de 70 à 250 milliards*

Pas de dirigeant , de coordinateur , rien n'a jamais été prévu Il n'existe aucun document qui chiffre et explique ces aides

Comment un parlementaire devant ce désert peut-il proposer un choix politique ?

Pourtant : ces aides représentent le premier budget de l'Etat, sauf que les petites entreprises ne reçoivent toujours rien. Elles sont pourtant la colonne vertébrale de tout projet

Est-ce que la guerre entre deux candidats à la Mairie de Paris et qui va de propager peut-elle résoudre le problème. D'aucune manière : la Nation c'est aussi, un peuple rassemblé par une certaine idée de la France, c'est ce que je propose en dehors des idéologies qui souvent, datent d'un autre temps

Henri Fouquereau